

Modalités de prise en compte de participations de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz naturel

Date de la contribution : 24/03/2022

Introduction

Question 1 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE pour le dispositif de participation de tiers financeurs dans le financement des programmes d'investissement de renforcement des réseaux ?

Favorable

Commentaire :

Les contributeurs notent que les propositions de la CRE vont dans le sens d'un calcul dynamique du montant des participations de tiers révisé à chaque validation d'investissement et révision de zonage. Ces nouveaux points sont surlignés ci-dessous :

- À la validation d'un zonage avec un ratio I/V supérieur à 4 700 €/Nm³/h, les gestionnaires de réseau déterminent la participation de tiers en vigueur pour la zone, valable jusqu'à la mise à jour suivante et au maximum 2 ans ;
- Pendant cette période, préalablement à chaque validation d'un investissement de renforcement dans la zone : les gestionnaires de réseau recalculent le ratio I/V et la participation de tiers correspondante. La participation de tiers peut uniquement être ajustée à la baisse par rapport à la participation de tiers en vigueur de la zone, et tient compte des contributions antérieurement collectées pour la zone ;
- Pour chaque investissement, le montant demandé correspond au minimum entre la participation de tiers requise et le coût total de l'investissement considéré, à l'exception des études de rebours pour lesquelles le montant demandé correspond au montant forfaitaire de 200 000 € (sans possibilité d'un remboursement partiel, les nouvelles modalités ne permettant plus de déterminer les montants à retenir du fait des calculs successifs) ;
- Les gestionnaires de réseaux collectent des lettres d'engagement auprès des tiers financeurs, à hauteur du montant de participation de tiers requis pour l'investissement ;
- La participation de tiers est versée aux opérateurs de réseaux pour moitié en amont de la réalisation de l'investissement, puis pour moitié à la réalisation (sauf contraintes législatives ou réglementaires...) »

Les contributeurs soulignent que ces dispositions ont été mises en pratique pour le financement d'un renforcement sur un zonage dans le département de l'Isère puisque le montant total de la participation des tiers figurant dans les lettres d'engagement initialement de 450 k€ a été revu à la baisse pour un montant de 197 k€. Cette proposition formalise les pratiques actuelles.

Les contributeurs accueillent favorablement ces évolutions qui permettent de tenir compte de l'avancée des projets sur le zonage considéré, néanmoins ils réitèrent les propositions d'améliorer le dispositif, formulées en partie lors de la réponse par TEARA à la consultation publique N°2020-012 du 12 juillet 2020.

Proposition d'améliorations :

Actualisation du I/V

Parmi les propositions précédemment formulées pour améliorer le dispositif, et à la faveur des observations acquises depuis la mise en place du corpus de règles dans le cadre du droit à l'injection, les contributeurs souhaitent souligner celle relative aux règles d'actualisation du calcul du ratio I/V quel que soit le jalonnement le rendant nécessaire (décision d'investissement, mise à jour du zonage...) à savoir :

- Au dénominateur, prendre la totalité des volumes de méthanisation, y compris ceux déjà injectés,
- Au numérateur, la totalité des investissements à réaliser, ou déjà réalisés pour accueillir ces volumes déjà

injectés.

Les contributeurs constatent que sur plusieurs zonages de raccordements, des investissements importants de renforcement (maillage et/ou rebours) sont prévus (exemple en Isère : zonages de Bièvre-Voirion, Aoste-St_Quentin, Bourg en Bresse..).

La réalisation de ces investissements, programmés lors de la validation initiale du zonage et financés avec ou sans participation de tiers, n'a pu être engagée dans l'échéance des 2 ans. La principale raison viendrait du seuil non atteint de perte de production au vu du retard des projets rendant les investissements de renforcement moins pertinents. Autrement dit, la saturation du zonage définie initialement ne serait plus atteinte.

Par ailleurs, à la révision prochaine des zonages de raccordement, le retrait de la capacité d'injection des projets déjà mis en service conduira à une élévation du ratio I/V, dégradant les conditions de financements des renforcements par le tarif, et augmentant le besoin de financement de tiers.

Du fait de leur contribution à la saturation de la zone, les contributeurs proposent de maintenir, dans le calcul de l'actualisation du I/V, les volumes injectés.

Priorité des contributions

Par ailleurs, les contributeurs constatent que la participation des tiers investisseurs qui, pour rappel est calculée sur un programme complet de renforcement (maillage et/ou rebours), est mobilisée en priorité avant la contribution des gestionnaires de réseaux, ou dès les premiers investissements engagés par les gestionnaires de réseaux.

À titre d'exemple, sur le zonage de raccordement Bièvre-Voirion, la validation des investissements pour la construction du rebours dépend du degré de saturation de la zone. Compte tenu de l'avancée différenciée des projets, ce critère risque de ne pas être atteint à court et moyen terme. En effet, il conviendrait de présenter un nouveau projet entre 300 et 400 Nm³/h à un stade avancé (D6 dans la registre de capacité correspondant à l'autorisation d'exploiter) pour saturer la zone. Au vu des caractéristiques des projets développés dans le département de l'Isère souvent agricoles et de petites tailles (environ 100 Nm³/h), le risque est élevé qu'aucun rebours ne puisse être construit dans des échéances proches.

Les collectivités, en qualité de tiers-investisseurs, portent donc une part significative du financement des renforcements, normalement financés par les tarifs durant une période incertaine.

Les contributeurs proposent que les gestionnaires de réseau engagent en premier les dépenses dans la limite du seuil réglementaire de 4700 € Nm³/h et que les collectivités ne versent une participation que lorsque les investissements engagés conduisent à un dépassement du seuil réglementaire, à hauteur de ce dépassement.

Autres améliorations :

Les contributeurs rappellent à l'occasion du renouvellement des zonages de raccordement leur attachement à une certaine péréquation entre les territoires, qu'ils souhaitent illustrer par un exemple chiffré ci-dessous :

Exemple (septembre 2020)

Hypothèses

- Soit 25 zonages de raccordement sur la Région
- Pris individuellement, 8 zonages sur les 25 dépassent le seuil de $I/V < 4\,700\text{€}/\text{nm}^3/\text{h}$ et nécessiteraient un financement de tiers de 5M€ en tout, répartis de la façon suivante :
- 2 de 1 M€
- 3 à 700 K€
- 2 à 400 K€
- 1 à 100 K€

- Le I/V globalisé à la maille régionale est également supérieur à 4 700€/nm³/h, mais le besoin en financement de tiers n'est plus que de 2M€, car les 8 zones « déficitaires » bénéficient des 17 zones « bénéficiaires »

Proposition

Pour chaque zone de raccordement « déficitaire », répartition des 2M€ de besoin en financement de tiers « régionalisé » au pro rata, soit 2/5 de chaque dépassement.

Financement au prorata, soit 2/5 de chaque dépassement :

- 400 K€ pour 1M€ X 2 zonages
- 280 K€ pour 700 K€ X 3 zonages
- 160 K€ pour 400 K€ X 2 zonages
- 40 K€ pour 100 K€ X 1 zonages

Soit au total 2 M€.

Le reste des investissements est financé par l'ATRD et l'ATRT

Par ailleurs, il conviendrait de préciser davantage le périmètre de l'exutoire auquel il est fait référence pour réduire la péréquation. Dès lors qu'un rebours est construit, restreindre ce périmètre à quelques cantons ne semble pas pertinent d'un point de vue de l'acheminement de la molécule de biométhane produite localement et injectée dans un réseau de transport.